

ANNEXE
UNE PROJECTION DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE
(2001-2006)

SOMMAIRE

	Pages
I. CONCEPTION GÉNÉRALE DE L'EXERCICE.....	77
A. UNE PROJECTION MACROÉCONOMIQUE TENDANCIELLE	77
B. UNE EXPLORATION CENTRÉE SUR LE RETOUR AU PLEIN EMPLOI.....	78
1. <i>Un objectif retardé</i>	78
2. <i>Un résultat soumis à des conditions exigeantes</i>	78
II. PRINCIPALES HYPOTHÈSES DE LA PROJECTION.....	80
A. LES HYPOTHÈSES D'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	80
B. TAUX D'INTÉRÊT ET TAUX DE CHANGE	82
III. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS	84
A. LA CROISSANCE.....	84
B. LES MÉNAGES	85
C. LES ENTREPRISES	86
D. LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS.....	87
E. L'EMPLOI ET LE CHÔMAGE	89
F. LES PRIX	90
IV. TENDANCES DES FINANCES PUBLIQUES	92
A. LES RECETTES	92
B. ÉVOLUTION DES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES.....	93
1. <i>La masse salariale</i>	93
2. <i>Les consommations intermédiaires</i>	94
3. <i>Les investissements publics</i>	95
4. <i>Les prestations sociales</i>	95
a) Les prestations maladies	95
b) Les prestations vieillesse	96
c) Les prestations chômage.....	96
d) Les autres prestations.....	96
C. L'ÉQUILIBRE DES FINANCES PUBLIQUES À MOYEN TERME.....	97

Cette note, établie par la Division des Etudes macroéconomiques du Service des Etudes du Sénat, présente les résultats d'une projection réalisée par l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) à l'aide du modèle e-mod.fr.

I. CONCEPTION GÉNÉRALE DE L'EXERCICE

A. UNE PROJECTION MACROÉCONOMIQUE TENDANCIELLE

Cette projection de l'économie française à l'horizon de cinq ans - 2006 en est le terme - a été réalisée par l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) à l'aide de son modèle de simulation de l'économie française, *e-mod.fr*. Elle est de nature essentiellement macro-économique.

Les équipes de l'OFCE se sont toutefois attachées à en tirer le maximum d'indications sur l'évolution des finances publiques (principalement au cours des années 2001, 2002 et 2003).

Si les résultats affichés pour les deux premières années (2001 et 2002) peuvent être considérés comme une prévision, les quatre années suivantes ne décrivent pas le scénario le plus probable, mais plutôt une extrapolation des tendances à l'œuvre jusqu'en 2001. Il s'agit d'illustrer, par une projection à cinq ans, les questions et les choix devant lesquels se trouvent aujourd'hui les responsables de la politique économique.

Dans le but de mettre à disposition des Sénateurs une telle « illustration » les évolutions macroéconomiques ont délibérément un caractère tendanciel.

Ce choix influence notamment deux catégories d'hypothèses :

- Le scénario d'environnement international à moyen terme, qui sert de cadre à la projection de l'économie française, a été élaboré à partir des estimations de croissance potentielle réalisée par l'OCDE, ou par le FMI pour les zones hors OCDE, pour les années 2003 à 2006. Le scénario d'environnement international prolonge donc les évolutions constatées sur le passé.

- Les prix des partenaires étrangers de la France évolueraient de manière telle que la compétitivité prix de l'économie française serait stable à partir de 2003. Une hypothèse de cette nature a évidemment un caractère conventionnel, mais il est hasardeux d'en bâtir une autre dans le cadre d'un exercice de moyen terme.

Au regard des choix opérés, il est logique que les évolutions macroéconomiques décrites par la projection prolongent les tendances lourdes à l'œuvre dans l'économie française.

B. UNE EXPLORATION CENTRÉE SUR LE RETOUR AU PLEIN EMPLOI

1. Un objectif retardé

Le scénario présenté est un scénario de retour au plein emploi, défini par un taux de chômage à 5%. L'économie française est marquée par un taux de chômage élevé (environ 9% en 2001), symptôme de ressources productives inutilisées. La perspective de moyen terme est celle du retour vers le plein emploi à l'horizon 2010.

Afin d'enregistrer un recul du chômage, la croissance française doit être supérieure à son potentiel de long terme. Cette croissance potentielle est de l'ordre de 2,4% par an – même si ce chiffre est entouré des incertitudes relatives au rythme futur de la productivité du travail - et ralentirait à l'horizon 2006 à 2% en conséquence d'une moindre croissance de la population active.

Depuis l'année 1997, la France a effectivement eu une croissance supérieure à son potentiel. En moyenne, la croissance a été supérieure à 3%. Depuis le début de l'année 2001, les économies mondiales connaissent un ralentissement net auquel la France n'échappe pas. Le retour vers une trajectoire de croissance plus élevée devrait demander quelques trimestres. Ceci fonde un scénario où le ralentissement se prolongerait jusqu'au deuxième semestre de l'année 2002, puis laisserait place à une reprise. En moyenne annuelle, la croissance des années 2001 et 2002 serait de 2%, à opposer aux 3% observés antérieurement.

Par rapport à des scénarios antérieurs de retour au plein emploi, la croissance plus faible des années 2001 et 2002 induit un retard important. Ainsi, au lieu d'un retour au plein emploi à l'horizon 2005-2006¹, celui-ci se situe vers les années 2008-2010.

2. Un résultat soumis à des conditions exigeantes

Ce résultat n'est acquis qu'à la condition d'une croissance effective supérieure à la croissance potentielle.

¹ Voir à ce sujet « Le retour au plein emploi ? », Revue de l'OFCE, n°79, octobre 2001.

Comme l'OFCE l'a déjà exploré dans des travaux antérieurs, une croissance supérieure à la croissance potentielle suppose deux types de conditions :

- **D'une part, une demande et une offre soutenues sont nécessaires.** Cela est vrai pour la demande des ménages, ce qui suppose que leur revenu disponible brut soit en expansion. Cela est aussi vrai pour les entreprises, à travers leur investissement qui est non seulement une composante de la demande mais qui, de plus, permet d'augmenter les capacités de production afin de pouvoir satisfaire la demande.

- **D'autre part, une évolution structurelle dans la formation des prix et des salaires est nécessaire.** Le taux de chômage n'accéléral pas l'inflation (NAIRU) doit se réduire afin de permettre une baisse du chômage sans que des tensions inflationnistes ne se déclenchent, ne compromettent le processus de croissance et, *in fine*, la réduction du chômage.

S'agissant des finances publiques, la projection tient compte d'un objectif de redressement justifié par le souci de maîtriser l'évolution de la dette publique et de respecter les engagements pris par la France dans le cadre du pacte de stabilité et de croissance. La politique budgétaire a donc été calée sur la programmation pluriannuelle des finances publiques présentée en janvier 2001 à la Commission européenne. Il faut souligner qu'à l'évidence, ce programme n'intégrait pas l'impact du ralentissement constaté depuis le début de l'année 2001 sur les déficits des administrations publiques et les réactions de politique économique qui pourraient en découler.

L'hypothèse d'une application rigoureuse du programme de stabilité se traduit par une stabilité de l'évolution des dépenses publiques par rapport à leur rythme de croissance de longue période. Celles-ci croîtraient de 1,5 % en moyenne sur la période 2001-2006. L'hypothèse retenue traduit cependant un relâchement dans la maîtrise des dépenses publiques par rapport aux années récentes¹.

La projection met en évidence la poursuite de l'inflexion des tendances de l'économie française. La croissance affichée en projection (+ 2,6 % par an en moyenne sur le moyen terme) est en effet nettement plus élevée qu'au cours de la période 1990-1998 (1,4 % par an), qui était marquée par des conditions monétaires (taux d'intérêt et taux de change) particulièrement pénalisantes et caractérisées par un fort ralentissement de l'activité. Elle est aussi plus rapide au cours d'une période plus longue allant de 1980 à 1998, où elle fut de 1,9 %.

¹ On rappelle que les dépenses publiques ont augmenté, respectivement, de 3 et 2,8 % en 1998 et 1999.

L'économie française rattrape ainsi son retard, avec une croissance supérieure à son taux de croissance potentielle (2,4 % par an en 2001). Cependant, cet écart entre croissance effective et potentielle se réduit progressivement, le phénomène de rattrapage s'atténuant.

L'accélération de l'activité allège la contrainte sur les finances publiques. Alors que les dépenses restent maîtrisées, la croissance apporte des recettes fiscales qui viennent réduire le déficit.

II. PRINCIPALES HYPOTHÈSES DE LA PROJECTION

A. LES HYPOTHÈSES D'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Pour la période 2003-2006, la croissance de nos principaux partenaires est évaluée à partir des estimations de leur croissance potentielle réalisée par l'OCDE (tableaux 1 et 2) ou le FMI pour les zones hors OCDE.

Tableau 1 : Croissance potentielle des principaux partenaires européens de la France

Source	France	Allemagne	Royaume-Uni	Italie	Espagne	Pays-Bas	Belgique	Autre UE	Euro	UE 15
OCDE	2,6	2,3	2,5	2,2	2,8	2,8	2,4	3,5	2,6	2,5
FMI		(16,8 %)	(9,3 %)	(10,6 %)	(7,3 %)	(4,4 %)	(8,7 %)	(6,4 %)	(52%)	(63,5 %)

Entre parenthèses figurent les parts de marché des différents partenaires avec la France

Source : OCDE, FMI

Tableau 2 : Croissance potentielle des principaux partenaires hors européens de la France

Source	Etats-Unis	Japon	Autre Europe	Autre OCDE	Total OCDE	Afrique	Amérique latine	Asie	M.O.	Europe Est
OCDE	3,5	1,2	2,4	2,7	2,7					
FMI	(5,8 %)	(2 %)	(5,8 %)	(2 %)	(79,1%)	5,1* (6,2 %)	4,6* (3,7 %)	7,1* (5,2 %)	5,0* (3,2 %)	2,9** (2,6 %)

* Ce chiffre correspond à la prévision du FMI de la zone pour la période 2003-2006.

** Ce chiffre correspond à la moyenne de la croissance de cette zone sur les dix dernières années.

Entre parenthèses figurent les parts de marché des différents partenaires avec la France

Source : OCDE, FMI

Ces hypothèses de croissance potentielle retenues, la demande étrangère structurelle adressée à la France est évaluée à l'aide de l'élasticité des importations à la croissance de chacun des partenaires de la France. Cette

dernière progresse de 7,5 % en 2003, 6,5 % en 2004, 5,5 % en 2005 et 4,5 % en 2006.

Tableau 3 : Importations de produits manufacturés (en volume)

	Part dans le commerce en 1998	Variations par rapport à la période précédente en %		
		2000	2001	2002-2006
Monde	100,0	13,5	1,1	3,3
Pays industrialisés	69,2	11,4	0,4	2,8
Union Européenne	38,4	11,1	3,2	3,2
Etats-Unis	16,8	13,5	-2,1	1,9
Japon	5,5	10,8	-2,5	-0,3
Autres pays industriels ¹	8,3	8,8	-5,0	4,9
PED	30,8	18,2	2,5	4,3
Amérique Latine ²	5,6	12,7	-5,0	3,0
Asie	16,2	20,9	-0,5	3,2
Afrique	2,0	8,3	4,3	6,1
Moyen-Orient	2,3	16,8	24,6	9,5
Ex-URSS	1,7	21,7	15,9	8,4
PECO	3,0	18,3	10,5	5,0

¹ Australie, Canada, Islande, Israël, Norvège, Nouvelle-Zélande, Suisse, Turquie.

² Y compris Mexique.

Sources : OCDE, sources nationales, estimations et prévisions OFCE

Tableau 4 : Principales hypothèses d'environnement international

	1999	2000	2001	2002	2003-2006*
Evolution du PIB en %					
- Union Européenne	2,6	3,4	1,7	1,9	2,5
- dont Zone Euro	2,6	3,4	1,6	1,9	2,6
- dont Allemagne	1,7	3,2	0,9	1,6	2,3
- dont Italie	1,6	2,9	1,8	1,6	2,2
- OCDE	2,6	2,5	2,5	2,5	2,7
- dont Etats-Unis	4,1	4,1	1,1	1,2	3,5
- dont Japon	0,8	1,5	-0,7	0,1	1,2
- Demande mondiale ¹	2,5	13,5	1,1	3,3	3,3

* Taux de croissance potentiel annuel sur les années 2003-2006

¹ En produits manufacturés

Par ailleurs, est posée l'hypothèse conventionnelle que la compétitivité-prix de la France ne sera pas modifiée à l'horizon 2005. Cela signifie que les évolutions des prix des concurrents en francs évolueront au rythme des prix français.

B. TAUX D'INTÉRÊT ET TAUX DE CHANGE

Par convention, la projection prolonge à l'horizon du moyen terme les prévisions à court terme (2001-2002) de taux d'intérêt et de taux de change que l'OFCE vient de présenter¹.

Depuis fin août 2001, le taux de change euro/dollar oscille autour de 0,92. Alors que le différentiel de croissance entre les États-Unis et la zone euro s'est inversé, que les taux longs sont égaux, et que persiste un déficit courant américain important, le dollar s'est maintenu à un niveau élevé, grâce à l'entrée de capitaux à long terme attirée par la capacité d'innovation et la rentabilité des entreprises américaines. A l'inverse, la zone euro, perçue comme une zone de faible croissance, et mal organisée, a souffert d'une fuite structurelle de capitaux.

Les attentats n'ont guère eu d'influence sur le taux de change euro/dollar, les marchés ayant considéré que si les États-Unis étaient plus frappés, ils avaient aussi plus la capacité et la volonté de soutenir la croissance. Cependant, la prévision de l'OFCE retient une légère appréciation de l'euro jusqu'à 0,98 dollar fin 2002. La médiocrité des perspectives économiques japonaises pousserait encore le yen à la baisse, jusqu'à 1 dollar pour 125 yen. La livre ne se déprécierait que faiblement, jusqu'à 1,50 euro fin 2002, les autorités britanniques semblant se résigner à s'arrimer à l'euro à un taux peu compatible avec leur compétitivité industrielle.

A partir de janvier 2001, la Fed a fortement réagi à la baisse de l'activité en baissant son taux court de 6,5 % à 3,5 %. Après les attentats du 11 septembre 2001, la Fed a, de nouveau, baissé son taux à 3%, puis le 2 octobre à 2,5 %, niveau jamais vu depuis 1962. La Fed fait tout pour éviter un krach boursier ou une récession. Le taux remonterait au deuxième trimestre 2002 à 3 % pour se situer à 4 % fin 2002. La prise de conscience, durant l'été, de la fragilité de la reprise américaine a fait baisser les taux à 10 ans à 4,9 %, puis à 4,5 % après les attentats. Leur baisse a été ralentie par les anticipations de gonflement des déficits publics et les craintes d'une moindre vigilance de la Fed vis-à-vis de l'inflation. A l'horizon de la prévision, les taux longs remonteraient progressivement à 5%. Depuis le 19 mars 2001, la Banque du Japon est revenue à une politique implicite de taux zéro. La Banque centrale

¹ Cf. Lettre de l'OFCE, n°210, 15 octobre 2001.

européenne (BCE) a longtemps refusé de réagir à la baisse du rythme de croissance de l'activité, arguant que l'inflation était au-dessus du niveau de référence. Après les attentats, elle a participé au soutien de l'activité en baissant son taux d'intérêt de 0,5 point à 3,75 %. Dans notre prévision, la BCE suit encore la Fed et baisse son taux de 0,25 point au quatrième trimestre 2001, puis le remonterait à partir de la mi-2002 quand l'activité repartirait.

Tableau : Hypothèses de taux de change, de taux d'intérêt et de prix des matières premières

	1999	2000	2001	2002-2006
Taux d'intérêt courts¹				
- Etats-Unis	5,2	6,5	3,8	3,3
- Japon	0,2	0,2	0,1	0,0
- Allemagne puis zone Euro	2,8	4,4	4,3	3,8
- Royaume-Uni		6,1	5,1	4,6
Taux d'intérêt longs¹				
- Etats-Unis	5,6	6,0	5,0	4,9
- Japon	2	1,8	1,3	1,3
- Allemagne puis zone Euro	4,5	5,4	5,0	5,0
- Royaume-Uni		5,3	4,9	4,8
Taux de change¹				
- 1 \$=...Yen	114,5	108	121	124
- 1 Livre= ...euro	1,50	1,64	1,59	1,51
- 1 euro = ...\$	1,07	0,92	0,91	0,98
Prix du pétrole, Brent en \$¹	1,50	1,64	1,59	1,51
Cours des matières premières industrielles²	1,07	0,92	0,91	0,98

1. Moyenne sur la période

2. Variation par rapport à la période précédente, en %.

Sources : **Taux de change et pétrole** : relevé des cotations quotidiennes. **Taux courts à 3 mois** : papier commercial aux Etats-Unis, certificats de dépôts au Japon, EURIBOR pour la zone euro, interbancaire au Royaume-Uni. **Taux longs** : T-Bond aux Etats-Unis, Benchmark à 10 ans au Japon, cours moyen des obligations d'Etat à 10 ans au Royaume-Uni. **Matières premières industrielles** : indice HWWA (Hambourg), Prévisions OFCE

III. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

A. LA CROISSANCE

L'évolution du PIB et de ses principales composantes est décrite dans le tableau ci-dessous :

Evolution du PIB et de ses principales composantes 2000-2006

(croissance en % en volume)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
PIB en volume	3,0	3,4	2,0	2,1	3,3	3,2	2,7	2,5
Importations	4,2	15,2	1,9	3,5	7,2	7,7	6,5	5,4
Consommation des ménages	3,1	2,7	2,6	2,7	3,8	3,6	2,9	2,8
FBCF ¹⁾ des SNF-EI ²⁾	5,9	7,1	4,1	2,2	5,3	4,4	3,6	3,0
FBCF des ménages hors EI	7,6	4,6	-0,3	0,2	3,4	6,1	5,7	4,9
Exportations	3,9	13,4	2,7	2,6	6,5	7,1	6,1	5,2
Variations de stocks (contribution)	-0,4	0,3	-0,7	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0

1. FBCF : Formation brute de capital fixe.

2. SNF-EI : Sociétés non financières et entrepreneurs individuels.

Les années 2001 et 2002 correspondent à la dernière prévision de court terme présentée par l'OFCE. En 2001, la croissance pâtit du ralentissement américain à l'œuvre depuis 2000. Les ajustements sont réalisés d'ici la fin 2002. La consommation des ménages resterait solide, le pouvoir d'achat des ménages étant soutenu par les allégements fiscaux et le reflux de l'inflation, et permettrait un rebond de l'activité dès la mi-2002.

En moyenne, au cours des années 2003 à 2006, la croissance se stabilise à 2,8 %, un rythme supérieur à la croissance observée depuis 1978 (2,1% en moyenne par an). Cependant, l'économie française ne rattrape pas le retard par rapport à son potentiel qu'elle a accumulé en 2001 et 2002.

Le tableau ci-dessous décrit l'évolution des contributions à la croissance du PIB en projection.

Contributions à la croissance du PIB

(en points de PIB)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Consommation des ménages	1,4	1,4	2,1	1,9	1,6	1,5
FBCF des ménages hors EI	0,0	0,0	0,2	0,3	0,3	0,2
FBCF des SNF-EI	0,5	0,3	0,6	0,5	0,4	0,4
Dépenses des administrations	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
Variations de stocks (contribution)	-0,7	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0
Demande intérieure	1,8	2,3	3,4	3,2	2,7	2,5
Solde extérieur	0,3	-0,2	-0,1	0,0	0,0	0,0

B. LES MÉNAGES

Le tableau ci-dessous résume les caractéristiques du compte des ménages dans la projection.

Principales caractéristiques de l'évolution du compte des ménages ¹⁾

(en points de PIB)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Evolution du pouvoir d'achat (en %)	3,4	3,1	2,2	3,9	3,3	2,8	3,0
Masse salariale	3,7	3,3	2,4	2,9	2,8	2,3	2,2
Prestations sociales	4,0	1,5	2,3	1,4	2,8	2,3	2,2
Revenu disponible brut	3,4	3,1	2,2	3,9	3,3	2,8	3,0
Consommation des ménages (en % et en volume)	2,7	2,6	2,7	3,8	3,6	2,9	2,8
Taux d'épargne des ménages	15,9	16,4	16,0	16,1	15,9	15,8	16,0

1. Rappel 1999 : 2,7 ; 4,0 ; 4,6 ; 2,7 ; 3,1 ; 15,3.

A moyen terme, le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages croîtrait plus rapidement (+3,0 %) que pendant la dernière décennie (+1,6 %). Cette période, marquée par un mouvement de désinflation favorable au revenu des ménages, a aussi été caractérisée par une croissance faible du pouvoir d'achat des salaires horaires et un alourdissement sensible des prélèvements obligatoires de 1995 à 1999. Dans la projection, le revenu disponible croîtrait légèrement plus rapidement que le PIB, si bien que sa part reviendrait à son niveau du début des années 1990.

A moyen terme, la consommation est soutenue par le dynamisme du pouvoir d'achat du revenu. Le taux d'épargne se stabilise au niveau qu'il a atteint en 2000, à 16 %. Ce niveau de taux d'épargne est relativement élevé par rapport à sa moyenne décennale (15,3 %). Il est cependant nécessaire pour stabiliser le patrimoine des ménages par rapport au PIB en l'absence de plus-values.

Pour une part importante, le dynamisme du revenu des ménages s'explique par celui des dividendes et intérêts versés par les entreprises. Il s'agit là d'une hypothèse en ligne avec les variations observées au cours des années récentes, mais qui reste à vérifier. Notons toutefois qu'elle pourrait être équivalente à un autre scénario, où les versements de dividendes des entreprises vers les ménages seraient plus faibles, engendrant des plus-values sur les placements des ménages qui diminueraient leur taux d'épargne du fait de l'effet richesse associé à ces plus-values.

Dans le cas où le revenu des ménages serait moins dynamique (stabilisation de la part du revenu disponible dans le PIB) et où le taux d'épargne resterait stable, le PIB serait inférieur de 0,7 % en 2006 à celui du compte central, soit une croissance diminuée de presque 0,2 point par an de 2003 à 2006. Le taux de chômage serait supérieur de 0,3 point en 2006, ce qui diminuerait les tensions sur les prix. L'inflation serait inférieure de 0,1 point par an. La moindre croissance creuserait le déficit public de 0,4 point de PIB en 2006.

C. LES ENTREPRISES

Les principales caractéristiques du compte des entreprises et l'évolution de l'investissement sont décrites dans le tableau ci-dessous :

Principales caractéristiques de l'évolution du compte des entreprises ¹⁾

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Taux de marge	39,9	39,4	39,3	39,4	39,2	39,1	38,9
Taux d'investissement	17,7	17,9	17,9	18,3	18,6	18,8	18,9
Taux d'autofinancement (hors stocks)	83,7	74,4	75,7	70,4	65,1	60,4	55,7
Investissement	7,1	4,1	2,2	5,3	4,4	3,6	3,0

1. Rappel : 1999 : 39,9 ; 17,1 ; 90,9 ; 5,9.

L'effet accélérateur de l'investissement observé de 1997 à 2000 avec la reprise est annulé sur moyen terme. La croissance soutenable en France est atteinte lorsque l'investissement croît au même rythme que le PIB et donc que le taux d'investissement des entreprises se stabilise.

Du fait de la baisse du chômage, les coûts salariaux progressent plus rapidement que les prix de production. Aussi le taux de marge des entreprises se dégrade encore à moyen terme. Cela a pour conséquence une diminution de l'épargne et donc de l'autofinancement des entreprises. Cela n'est possible que parce que leur endettement est revenu à des bas niveaux et que les hypothèses de coût du financement externe sont favorables. Le patrimoine net des entreprises se stabilise.

Dans le cas où le taux d'investissement des entreprises se stabiliserait à son niveau de début 2001, la croissance serait plus faible de 0,15 point par an en moyenne et le PIB serait ainsi réduit de 0,6 point en 2006. L'impact de cette variante est déflationniste du fait d'un chômage plus élevé de 0,3 point en 2006. Le déficit public en % du PIB se creuserait de 0,2 point.

D. LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS

En prévision, l'évolution des échanges extérieurs en volume dépend de la compétitivité-prix et de l'écart de croissance entre la France et les autres pays.

La demande étrangère progressera beaucoup plus lentement en 2001 et 2002 (aux alentours de 2,4 % en 2001 et 3,6 % en 2002, contre 10,9 % en

2000) qu'au cours des dernières années, malgré une légère reprise escomptée pour la deuxième moitié de l'année 2002.

Cette décélération de la demande étrangère est liée au ralentissement de l'économie américaine et à sa diffusion chez nos principaux partenaires. Le ralentissement américain s'accompagnerait d'une appréciation de l'euro vis-à-vis du dollar, qui passerait de 0,87 fin 2000 à 0,94 dollar fin 2001. Cette appréciation de la monnaie européenne affectera la compétitivité-prix de la France et ses parts de marché.

Cet environnement extérieur limitera la croissance des exportations à 2,7 % en volume pour l'ensemble des biens et services en 2001 et 2002. Les importations augmenteront de 1,9 % en 2001 et de 3,5 % en 2002.

La contribution du commerce extérieur à la croissance française sera positive en 2001 (0,3 point) grâce aux opérations exceptionnelles (livraisons de paquebots et d'Airbus) puis négative en 2002 (-0,2 point). Hors opérations exceptionnelles, elle est négative en 2001 (-0,3 point), reflétant le différentiel de croissance entre la France et ses principaux partenaires.

Pour l'ensemble des biens et services, le solde de la balance commerciale devrait enregistrer un excédent de 23,7 milliards d'euros en 2001 et 22,2 milliards en 2002, contre 20,2 milliards en 2000 et 33,2 milliards en 1999. A moyen terme, sont posées les hypothèses d'une stabilisation de la compétitivité et des parts de marché ainsi que d'un retour des économies partenaires vers leur sentier de croissance potentielle. La contribution du solde extérieur à la croissance est nulle. Compte tenu de ces conventions, habituelles lors d'une projection à moyen terme, il est difficile de tirer des enseignements significatifs des échanges extérieurs.

Par ailleurs, la capacité de financement de la Nation est toujours positive, ce qui veut dire que l'épargne des ménages excède les besoins de financement des autres agents.

Principales caractéristiques de l'évolution des échanges extérieurs ¹⁾

Pourcentage annuel d'accroissement en volume	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Demande étrangère de produits manufacturés	10,9	2,8	3,7	7,8	7,1	6,0	5,0
Importations en volume	15,2	1,9	3,5	7,2	7,7	6,5	5,4
Exportations en volume	13,4	2,7	2,6	6,5	7,1	6,1	5,2
Contribution des échanges extérieurs à la croissance (en points de PIB)	-0,1	0,3	-0,2	-0,1	0,0	0,0	0,0
Taux de couverture en valeur (pourcentage moyen sur la période pour l'ensemble des biens et services)	105,3	105,9	105,3	103,8	102,7	101,9	101,3
Solde des biens et services (en milliards d'euros)	28	32	29	28	27	27	28
Capacité de financement de la Nation (en % du PIB)	-1,5	-1,6	-1,5	-1,2	-0,8	-0,7	-0,5

1. Rappel : 1999 : 5,9 ; 4,2 ; 3,9 ; 0,0 ; 110,4 ; 30 ; - 2,2.

E. L'EMPLOI ET LE CHÔMAGE

Les perspectives de l'emploi et du chômage sont fondées sur l'hypothèse d'une croissance de la productivité horaire tendancielle de 1,6 %, qui prolonge les évolutions récentes.

La progression de l'emploi qui découle de cette hypothèse de productivité et de la croissance économique est de 0,8 % à moyen terme, soit presque 200 000 créations nettes d'emplois par an.

L'OFCE retient par ailleurs l'hypothèse d'un ralentissement de la population active, qui croîtrait de 160 000 en 2003 à 60 000 en 2006. Cette évolution est en ligne avec les projections de l'INSEE. Elle est légèrement supérieure à celle de la population en âge de travailler et s'en rapproche au fur et à mesure que le taux de chômage se rapproche de son niveau de plein emploi. En effet, en période de ralentissement de l'activité et d'augmentation du chômage, des actifs potentiels peuvent renoncer à se présenter sur le marché du travail (« travailleurs découragés », allongement de la durée des études). Inversement, en période d'amélioration conjoncturelle, des personnes jusque-là découragées se présentent sur le marché du travail, entraînant ainsi

une évolution de la population active observée supérieure à celle de la population en âge de travailler.

L'évolution de l'emploi est plus rapide que celle de la population active, si bien que le nombre de chômeurs diminue dans la projection d'environ 110 000 par an. Le taux de chômage régresserait ainsi régulièrement, passant de 8,9 % en 2001 à 6,8 % en 2006.

Emploi et chômage¹⁾

Evolution moyenne (en milliers)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Emploi total	545	446	212	281	234	198	166
Population active totale	187	288	153	161	110	106	57
Nombre de chômeurs	-358	-158	-59	-119	-124	-92	-109
Taux de chômage (au sens du BIT)	9,5	8,9	8,6	8,1	7,6	7,3	6,8

1. Rappel : 1999 : 417 ; 283 ; - 135 ; 11,0.

F. LES PRIX

Du fait de la baisse du chômage, les prix accélèreraient. L'inflation resterait cependant en France au-dessous de la cible de la BCE, à 2,0 % à l'horizon de 2006.

Inflation¹⁾

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Prix à la consommation	1,2	1,4	1,5	1,3	1,4	1,9	1,7
Salaire horaire	4,6	3,8	3,2	3,2	3,5	3,4	3,3
Salaire horaire réel	3,4	2,4	1,6	1,9	2,0	1,5	1,6
Productivité horaire	2,3	0,6	1,4	1,9	1,8	1,4	1,4
Coûts salariaux par unité produite	1,3	2,3	1,6	0,9	1,5	1,8	1,8

1. Rappel : 1999 : 0,2 ; 3,1 ; 3,0 ; 1,7 ; 1,2.

Le scénario extériorise un taux de chômage s'établissant à 6,8 % en 2006 avec un maintien de l'inflation en dessous de 2% par an. Ce résultat suppose vérifiée une hypothèse lourde : celle d'une baisse du taux de chômage d'équilibre à 5 %.

Ce concept, issu de la théorie du « chômage naturel » de Milton Friedman (1968), a connu des appellations diverses : NAIRU, NAWRU, chômage de long terme ou chômage structurel. Elle repose sur l'idée selon laquelle au-dessous de ce niveau « naturel », toute baisse du chômage observé a, dans un premier temps, pour contrepartie une accélération de l'inflation ; puis dans un deuxième temps, du fait de la spirale prix-salaires qui découle de cette inflation, le taux de chômage revient à son niveau structurel initial. Au total, la baisse du chômage, n'aurait donc été que transitoire, tandis que ses conséquences inflationnistes seraient définitives. Selon cette théorie, les politiques actives de la demande d'inspiration keynésienne sont inadéquates pour combattre le chômage structurel. Seules des réformes structurelles permettraient de diminuer ce niveau « naturel ».

Cette analyse a fait l'objet d'abondantes controverses quant à ses soubassements théoriques mais également sur sa validité empirique. Certains éléments théoriques permettent d'entrevoir une baisse de ce chômage non inflationniste. Les théories de l'hystérèse montrent comment ce chômage a augmenté avec le taux de chômage observé, du fait notamment de son impact sur le capital humain. A l'inverse, une baisse du taux de chômage pourrait amener une baisse du taux de chômage d'équilibre. En outre, il est probable que l'expérience d'une longue période d'absence d'inflation et le renforcement de la crédibilité de la banque centrale européenne modifient les anticipations sur les prix, permettant une baisse du chômage d'équilibre. Les baisses de taux d'intérêt passées pourraient en outre favoriser une augmentation progressive du taux d'investissement, de nature à limiter les tensions potentielles sur l'appareil productif. Le NAIRU peut enfin baisser graduellement en réaction aux politiques structurelles sur le marché du travail (réforme de l'indemnisation du chômage en 1993, abaissement de charges patronales, prime à l'emploi, PARE,...). Les politiques structurelles sur le marché des biens (politique de concurrence, dérégulation) et sur les marchés financiers (dérégulation) peuvent aussi diminuer le NAIRU.

Cependant, une variante plus défavorable a été réalisée pour illustrer les conséquences d'une absence de baisse du taux de chômage d'équilibre (sans hypothèse particulière de réponse de la banque centrale). L'inflation atteindrait 5 % en 2006. Cela entraînerait une perte de compétitivité et amputerait la croissance. A long terme, le taux de chômage reviendrait à son niveau d'équilibre.

IV. TENDANCES DES FINANCES PUBLIQUES

Les hypothèses de finances publiques sont alignées sur celles du gouvernement : l'année 2002 est calée sur le projet de loi de finances (PLF) et le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS). Les dépenses 2003-2004 augmentent de 1,5 % par an en volume, conformément au programme pluriannuel de finances publiques (PPFP) à l'horizon 2004. En 2005 et 2006, on prolonge les évolutions pour ce qui est des dépenses discrétionnaires. Les prélèvements obligatoires diminuent conformément aux hypothèses du PPFP et au plan triennal de baisse des impôts.

A. LES RECETTES

Compte tenu des annonces du gouvernement, les recettes des principaux impôts évoluent comme décrit dans le tableau suivant.

Evolution des recettes des administrations publiques ¹⁾

(en % de PIB)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
TVA	7,5	7,5	7,6	7,6	7,6	7,7	7,7
Autres impôts indirects	8,6	8,4	8,3	8,3	8,3	8,3	8,3
Impôt sur le revenu des ménages (dont CSG)	8,5	8,4	8,4	8,1	8,1	8,1	8,2
Impôt sur les sociétés	2,8	2,9	2,8	2,8	2,7	2,6	2,6
Autres impôts sur le revenu et le patrimoine	1,0	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0
Cotisations employeurs	11,4	11,3	11,3	11,2	11,2	11,2	11,2
Cotisations salariés	4,1	4,1	4,1	4,0	4,0	4,0	4,0
Cotisations non salariés	1,0	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Impôts en capital	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Total	45,4	45,2	44,9	44,5	44,4	44,3	44,4

1. Rappel 1999 : 7,8 ; 8,8 ; 8,4 ; 2,6 ; 1,2 ; 11,5 ; 4,1 ; 1,0 ; 0,5 ; 45,8.

B. ÉVOLUTION DES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

L'hypothèse d'une croissance des dépenses publiques de 1,5 % par an en volume suppose une contrainte forte. Les marges de manœuvre sur les créations d'emplois, les augmentations de salaires, l'investissement sont faibles. L'objectif de 1,8 % par an de croissance en volume des dépenses de santé, très inférieur aux évolutions récentes doit aussi être respecté.

Evolution des dépenses des administrations publiques

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Ensemble des dépenses (en points de PIB)	52,8	52,5	52,2	51,4	50,6	50,1	49,7
<i>dont :</i>							
masse salariale	13,5	13,5	13,5	13,3	13,0	12,9	12,7
consommations intermédiaires	5,4	5,3	5,3	5,3	5,1	5,1	5,0
investissement	3,0	3,0	3,0	3,0	2,9	2,9	2,9
consommations individualisables	14,0	14,1	14,0	13,9	13,7	13,6	13,5
prestations sociales en espèces	18,0	17,9	17,8	17,4	17,1	16,9	16,9
intérêts versés	3,3	3,3	3,2	3,1	3,0	2,9	2,9
transferts versés	3,5	3,3	3,3	3,5	3,7	3,7	3,7
autres dépenses publiques	1,9	1,9	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8
Ensemble des dépenses (taux de croissance en volume)	1,7	1,3	1,5	1,6	1,5	1,4	1,6
<i>dont :</i>							
masse salariale	2,2	1,4	2,0	1,6	1,4	1,2	1,1
consommations intermédiaires	2,1	0,9	1,1	1,6	1,4	1,4	1,3
investissement	6,0	3,1	1,5	1,6	1,4	1,5	1,5
consommations individualisables	3,0	2,3	1,6	1,8	1,8	1,7	1,7
prestations sociales en espèces	1,0	1,3	1,7	0,9	0,8	1,5	2,1
intérêts versés	0,8	2,9	- 0,4	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,2
transferts versés	- 1,5	- 3,5	1,7	8,3	8,0	2,5	2,3
autres dépenses publiques	- 2,7	- 1,0	0,4	2,1	1,8	1,9	2,2

1. La masse salariale

Les salaires progressent en pouvoir d'achat de 1,2 % en moyenne entre 2003 et 2006.

Les salaires individuels augmentent de 1,3 % par an, soit un ralentissement par rapport aux années 1990 (+1,4 % en pouvoir d'achat). Le pouvoir d'achat des salariés du secteur privé est plus rapide (+1,5 % en moyenne).

Les emplois sont presque stables (+0,1 % en moyenne). Les créations nettes atteignent 28 000 emplois au total en trois ans (2004-2006), ce qui est très inférieur aux évolutions antérieures (+53 000 par an dans les années 1990). Cette hypothèse est nécessaire pour respecter l'évolution globale des dépenses publiques annoncées par le gouvernement. Elle peut se justifier par l'augmentation des départs en retraite. Au total, 80 000 emplois sont créés en 2002 et 2003, qui est censé suffire à la mise en œuvre des 35 heures dans la fonction publique. Le contrôle de la masse salariale est primordial pour limiter la hausse des dépenses publiques.

2. Les consommations intermédiaires

A moyen terme, les consommations intermédiaires augmenteraient en volume de 1,0 % par an, en ralentissement par rapport à la seconde moitié des années 1990 (+1,9 % par an). A moyen terme, la diminution en volume des consommations intermédiaires de l'Etat se ralentit. Les consommations intermédiaires des administrations de Sécurité sociale ralentissent également : +1,5 % en volume après une augmentation moyenne de 2,1 % dans la seconde moitié des années 1990. Les consommations intermédiaires des administrations locales conservent un rythme assez soutenu (+ 2,2 %).

Taux de croissance en volume des consommations intermédiaires des administrations publiques¹⁾

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
APU	-0,8	1,1	1,7	1,4	0,9	1,0
Administration centrale	-2,7	-1,5	0,1	-0,2	-0,8	-0,7
Collectivités locales	1,2	3,0	3,0	2,6	2,1	2,2
Sécurité sociale	-1,5	1,5	1,6	1,8	1,5	1,5

1. Rappel 1999 : 3,3 ; 1,6 ; 4,0 4,5.

3. Les investissements publics

Le rythme de croissance de l'investissement public ralentit par rapport à 2000-2001, mais reste supérieur au rythme des années 1990. Pour l'ensemble des administrations, la hausse est de 1,5 % par an en moyenne en volume entre 2003 et 2006. L'investissement des collectivités locales, qui représentent 2/3 de l'ensemble des investissements publics, est plus dynamique (+2,2 % par an). Compte tenu de la contrainte sur l'évolution de ses dépenses, l'Etat continue à réduire son investissement (-0,9 % par an en volume).

Taux de croissance en volume des investissements des administrations publiques¹⁾

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
APU	4,2	2,7	1,7	1,5	1,4	1,5
Administration centrale	-1,1	-0,8	-0,8	-0,9	-0,9	-0,9
Collectivités locales	4,0	3,0	2,3	2,2	2,0	2,2
Sécurité sociale	18,2	9	3,5	2,5	2	2

1. Rappel 1999 : 3,6 ; - 2,6 ; 7,0 ; - 4,7.

4. Les prestations sociales

a) Les prestations maladies

Le programme pluriannuel de finances publiques à l'horizon 2004, présenté début 2001, suppose une croissance annuelle de 1,8 % en moyenne. Le programme antérieur prévoyait une hausse de 1,5 % par an en volume entre 2000 et 2003. Et le programme présenté début 1999 prévoyait une hausse moyenne sur trois ans de 1,15 %.

Les révisions successives à la hausse de l'objectif d'augmentation de dépenses sociales se justifient par les évolutions observées.

Entre 1998 et 2001, les dépenses du champs de l'Objectif National de Dépenses d'Assurance Maladie (Ondam) ont augmenté de 3 % par an en

moyenne (à prix constant), et même de 3,5 % entre 1999 et 2001. A prix constants, l'enveloppe de l'Ondam prévue pour 2002 est supérieure de 2,4 % à l'enveloppe de l'année 2001. L'objectif d'une hausse de 1,8 % annoncé par le gouvernement suppose donc une inflexion très forte. Cette hypothèse bien que peu réaliste a été conservée dans nos projections.

b) Les prestations vieillesse

La forte hausse des prestations retraite induite par le départ en retraite des générations du baby-boom intervient à partir de 2005 – 2006.

Entre 2000 et 2004, la hausse du nombre de retraités est au contraire modérée : ce sont les générations creuses des années de guerre qui prennent leur retraite. L'augmentation annuelle du nombre de retraités passerait de +0,75 % d'ici 2004 à 1,4 % en 2005 et 2,4 % en 2006.

Sur toute la période, les retraites individuelles augmentent peu : +0,25 % en pouvoir d'achat. Elles sont ralenties du fait de l'indexation sur les prix et de la mise en œuvre progressive de la réforme du régime général (allongement de la durée de cotisation et de la période de référence, désindexation des salaires portés au compte). Au total, les prestations retraites connaîtraient une croissance de 1,8 % d'ici 2004. En revanche, elles accéléreraient à 2,4 % en 2005 et 3,4 % en 2006.

c) Les prestations chômage

Les prestations chômage sont sur une tendance baissière du fait de l'amélioration du marché de l'emploi. Après une augmentation des droits en 2002, l'ensemble des prestations baisserait parallèlement à la réduction du chômage, mais à un rythme un peu plus faible (-4,1 % par an en moyenne entre 2003 et 2006, alors que le chômage baisse de 5,1 % par an).

d) Les autres prestations

Les autres prestations (famille, logement, pauvreté) sont supposées stables en volume. On prolonge ainsi les hypothèses du programme pluriannuel de finances publiques pour 2002-2004 jusqu'à 2006. La faiblesse relative de la natalité contribue à la stabilité des prestations famille, et la bonne conjoncture réduit les prestations sous conditions de ressources de la Cnaf et les prestations de pauvreté et d'exclusion, ce qui constitue une hypothèse forte.

Evolution du pouvoir d'achat des prestations sociales ¹⁾

(taux de croissance annuel, prix 1995)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Retraites	1,8	2,0	1,8	1,8	1,8	2,4	3,4
Maladie	3,6	3,5	2,3	1,8	1,8	1,8	1,8
Chômage	-2,8	-2,4	2,3	-3,8	-4,7	-3,0	-4,4
Famille, logement, pauvreté et exclusion	0,1	0,8	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0
Total des prestations	1,8	2,0	1,8	1,2	1,1	1,5	2,0

1. Rappel 1999 : 3,3 ; 2,5 ; 0,8 ; 3,2 ; 2,8.

C. L'ÉQUILIBRE DES FINANCES PUBLIQUES À MOYEN TERME

Evolution de la capacité de financement et de la dette des administrations publiques ¹⁾

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Capacité de financement	-1,4	-1,4	-1,6	-1,2	-0,6	-0,1	0,3
Dette	57,6	57,2	56,9	55,6	53,8	51,6	49,2
Prix à la consommation	1,2	1,4	1,5	1,3	1,4	1,9	1,7

1. Rappel 1999 : 1,6 ; 58,5 ; 0,2

Abonder le fonds de réserve ou réduire la dette publique est à peu près équivalent sur le plan macroéconomique¹. Le chiffre de dette publique correspond à la consolidation de la dette publique et de l'actif de fonds de réserve. Le solde est présenté hors recettes Umts et hors recettes de privatisations.

¹ Même s'il existe des différences d'impact financier entre les deux options.

Dans le scénario présenté, les hypothèses du programme pluriannuel de finances publiques (rythme des dépenses discrétionnaires et évolution des prélèvements obligatoires) ont été prolongées en 2005 et 2006). La reprise économique permet la reprise de la réduction du déficit des administrations qui sont excédentaires en 2006. Rappelons que cela suppose des dépenses publiques extrêmement contraintes, d'autant que se produit en fin de période une hausse des prestations retraite. Cela permet de réduire la dette des administrations de 8 points en 5 ans.

Comme chaque année, la Délégation pour la planification présente dans ce rapport les résultats de travaux de projection à moyen terme réalisés à l'aide de modèles macroéconomiques.

Le premier chapitre évoque les **perspectives d'évolution de l'environnement international**. Après une présentation des conditions d'une reprise de la croissance mondiale, dans un contexte de retournement cyclique aggravé par la crise géopolitique en cours, il fait le constat du **maintien de la dépendance de l'Europe à l'égard des Etats-Unis** et identifie les enjeux d'un renversement de cette situation.

Le deuxième chapitre présente les résultats d'une **projection à moyen terme (2001-2006)** réalisée à l'aide du modèle e-mod.fr de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Cet exercice précise le **pronostic** sur la **croissance** et le **chômage** à court et moyen termes et affine le **diagnostic** sur les conditions d'un retour au plein-emploi.

Enfin, le dernier chapitre est consacré aux tendances des **finances publiques**. Il étudie en particulier l'impact sur ces dernières d'une **croissance moins forte que prévue** et explore les incidences sur les comptes publics d'une croissance des dépenses publiques plus « tendancielle » que celle affichée dans le programme pluriannuel des finances publiques notifié par la France à Bruxelles.